

MOOC - LE RÉEMPLOI : MATIÈRES À BÂTIR

Séquence 2 : La filière du réemploi

Module 2 : Les enjeux de la massification des pratiques

Script

RÉDACTEUR DU PRÉSENT MODULE :

MARC SERIEIS

Associé - Gérant - Albert et Co

Comment massifier cette pratique, et d'abord pourquoi ?

A titre d'exemple, on peut trop rapidement penser que convertir une industrie très impactante par une autre l'étant un peu moins, est une bonne solution. Pour simplifier on pourrait ainsi penser que convertir des ouvrages en structure en béton armé par des structures en bois est une solution généralisable, du fait du caractère renouvelable du matériau bois.

Ce faisant, on s'expose alors au risque d'une sur exploitation forestière. On voit ainsi les limites d'une telle solution. Ainsi la **diminution de la production des déchets**, la **raréfaction des ressources** et la **protection des écosystèmes** sont autant de composantes justifiant la massification des pratiques de réemploi. Celui-ci doit donc apparaître désormais comme une **solution incontournable dans le «bouquet constructif»**.

Que nous dit la loi aujourd'hui sur le réemploi

Les règles et règlements faisant référence à l'économie circulaire permettent des avancées importantes, à ne pas négliger. Il s'agit aujourd'hui des lois **ESSOC**, **LCAP** ou le **label E+C-** préfigurant la **RE2020**.

Cependant, ces lois et réglementations arrivent comme un aboutissement de démarches précédentes bien plus ambitieuses. Donc on doit s'y référer, mais on ne doit pas trop compter sur elles pour voire évoluer les pratiques rapidement.

Massifier les pratiques par la démonstration et les retours d'expériences

Une des méthodes, encouragée par la **loi ESSOC**, est d'appliquer des **principes d'équivalence**.

Il s'agit ici de **démontrer que les objectifs de performances à atteindre par un matériau réemployé sont identiques à leurs équivalents neufs**.

Pour ce faire il faut mener des **études justificatives** souvent hors de portée des petites équipes ne disposant pas des mêmes moyens que les industriels.

Il faudra donc **fabriquer « de la jurisprudence »**, en démontrant que les techniques proposées de mise en œuvre de matériaux réemployés n'auront généré **ni des pathologies, ni des problèmes sanitaires**, et **ne présente pas d'infraction** aux aspects défendus légitimement par la loi.

De ce point de vue il sera important de construire de bonnes relations avec les **assureurs** respectifs.

Les assureurs, et c'est compréhensible, ne peuvent tenter de circonscrire et d'évaluer les risques de pathologies, et donc des cotisations des assurés, que sur la base d'**expériences passées**. **L'innovation**, quel qu'en soit le domaine, est évidemment **difficilement appréhendable** par les assureurs. Le réemploi rentre dans les **pratiques non courantes**. Pour valider les pratiques constructives, les assureurs ont recours aux rapports des **bureaux de contrôle**, en cours et surtout, en fin de chantier, aux **RFCT (Rapport final de contrôle technique)**.

Il faut bien comprendre à ce titre, que **les contrôleurs techniques** sont missionnés certes pour évaluer nos **rapports à la loi dans le domaine du bâti**, et aussi et surtout sont **garants des aspects assurantiels**. Ils sont les **représentants des assurances sur nos chantiers**.

Pour massifier les pratiques de réemploi, et en attendant que celles-ci ne fassent l'objet de **référentiels fiables** sur lesquels peuvent se baser les contrôleurs techniques, nous devons **faire preuve de technicité et de persuasion**. Pour y parvenir, nos partenaires contrôleurs techniques doivent être capables d'**analyser nos prescriptions puis nos mises en œuvre** sous l'angle du résultat à atteindre, et non de la conformité à un référentiel pré-écrit. Certains le pratiquent déjà, mais cela nécessite pour eux un temps supplémentaire d'analyse des risques, et

une forme d'expérience qui leur permet d'évaluer ce risque au regard d'expériences plus traditionnelles. Cela met en jeu ici, de leur part aussi, d'un surcroît de temps passé et nécessite une forme d'autonomie, sans toutefois conduire leur client, notre client, vers un risque supérieur. **Il s'agit donc, à ce stade, et avant exploitation de référentiels adaptés, de surcoût.**

Nous pouvons en témoigner, à ce jour, **les assureurs et les bureaux de contrôles sont actuellement dans une démarche d'intégration et de compilation statistique des pratiques de réemploi**, au niveau des directions nationales. En effet, pour les assureurs, au final, ce qui importe c'est que les garanties ne soient pas activées, donc d'une **absence de sinistre**. Cela passe pour eux par une **mise en œuvre correcte (pas forcément conforme, ce n'est pas synonyme)**, ou par une **bonne connaissance du processus constructif**, pour agir au plus économique. C'est ici un des rôles majeurs des contrôleurs techniques que de capitaliser et structurer y compris des modes aujourd'hui alternatifs de construction.

Dans cette **phase d'expérimentation**, qui nous l'espérons permettra de préfigurer des pratiques constructives nouvelles, qui deviendront courantes, nous devons donc agir unis, avec enthousiasme, courage, sans négliger ni dénigrer les anciennes pratiques.

C'est pourquoi, n'étant pas encore en mesure de démontrer que le réemploi « coûte moins cher », si ce n'est dans quelques domaines particuliers, nous devons compter nos forces. Car **ce n'est qu'en généralisant cette pratique, domaine par domaine, qu'elle finira par devenir moins coûteuse.**

Moins impactante, elle l'est déjà.

Afin de **susciter davantage la « demande »**, faire un **état des lieux des préoccupations de nos « clients »** potentiels et ainsi poursuivre la **structuration de la filière**, nous avons mené une enquête auprès de nombreux professionnels de l'acte de construire.